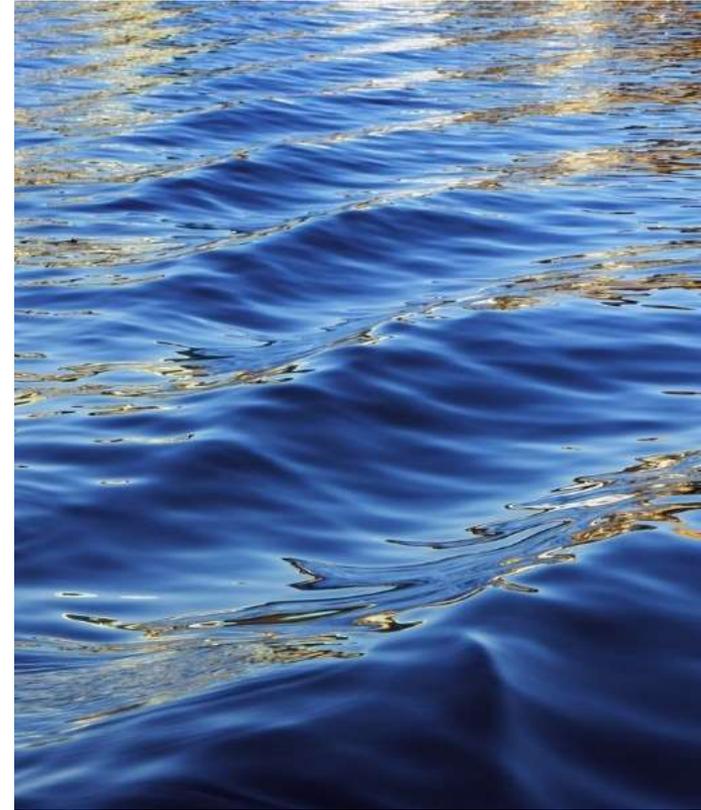




Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

# Chambre de l'environnement de la Cour d'appel de Mons

Françoise Thonet, présidente de  
chambre honoraire à la Cour  
d'appel de Mons





# Plan de la présentation

## En quoi est-ce une première ?

- Initiative européenne en vue de modifier la Directive écocrime de 2008
- Les législations de l'environnement : une prise de conscience au niveau international
- Une initiative de la Cour d'appel de Mons : la chambre spécialisée

## Quel est l'intérêt dans la lutte contre les atteintes à la biodiversité ?

- Meilleure connaissance de la problématique
- Pour une justice environnementale
- Problème des expertises
- Conclusions



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

# I. En quoi est-ce une première ?





Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre  
de l'environnement



I.I. Initiative européenne en vue de modifier la Directive  
écocrime de 2008

# Protection de l'environnement par le droit pénal et remplacement de la Directive 2008/99/CE



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

- Améliorations nécessaires :
  - Statistiques
  - Définition de termes juridiques
  - Niveau des sanctions et sanctions additionnelles
  - Portée de la Directive et extension d'application à de nouveaux domaines de crimes environnementaux (par exemple : écocide)
  - Coopération transfrontalière renforcée
  - Implémentation pratique (spécialisation de cours et tribunaux et de toute la chaîne pénale)
  - Information du public



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre  
de l'environnement



## I.II. Les législations de l'environnement



## I.II.1. Le contexte international et historique

**Contexte : le droit  
environnemental, un  
sujet complexe**





# Un sujet récent

## Conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm

16 June 1972



## Prise de conscience au sommet de la terre de Johannesburg





## I.II.2. En Belgique

- ❖ Article 23, § 3, 4<sup>o</sup>, de la Constitution, établissant le droit à la protection d'un environnement sain ;
- ❖ Articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil, article 6.5 du nouveau Code civil et article 3.101 du nouveau Code civil (ancien article 544) ;
- ❖ Le projet de loi du 24 juillet 2023 incluant le crime d'écocide dans le livre II du nouveau Code pénal



## I.II.3. En région wallonne

- Uniformisation de la procédure :
  - Décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement, qui est devenu la partie VIII du Livre I du Code de l'environnement (art. D.138)
  - **Décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale** et son Décret modificatif du 21 novembre 2021, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

## I.II.4. Législation technique



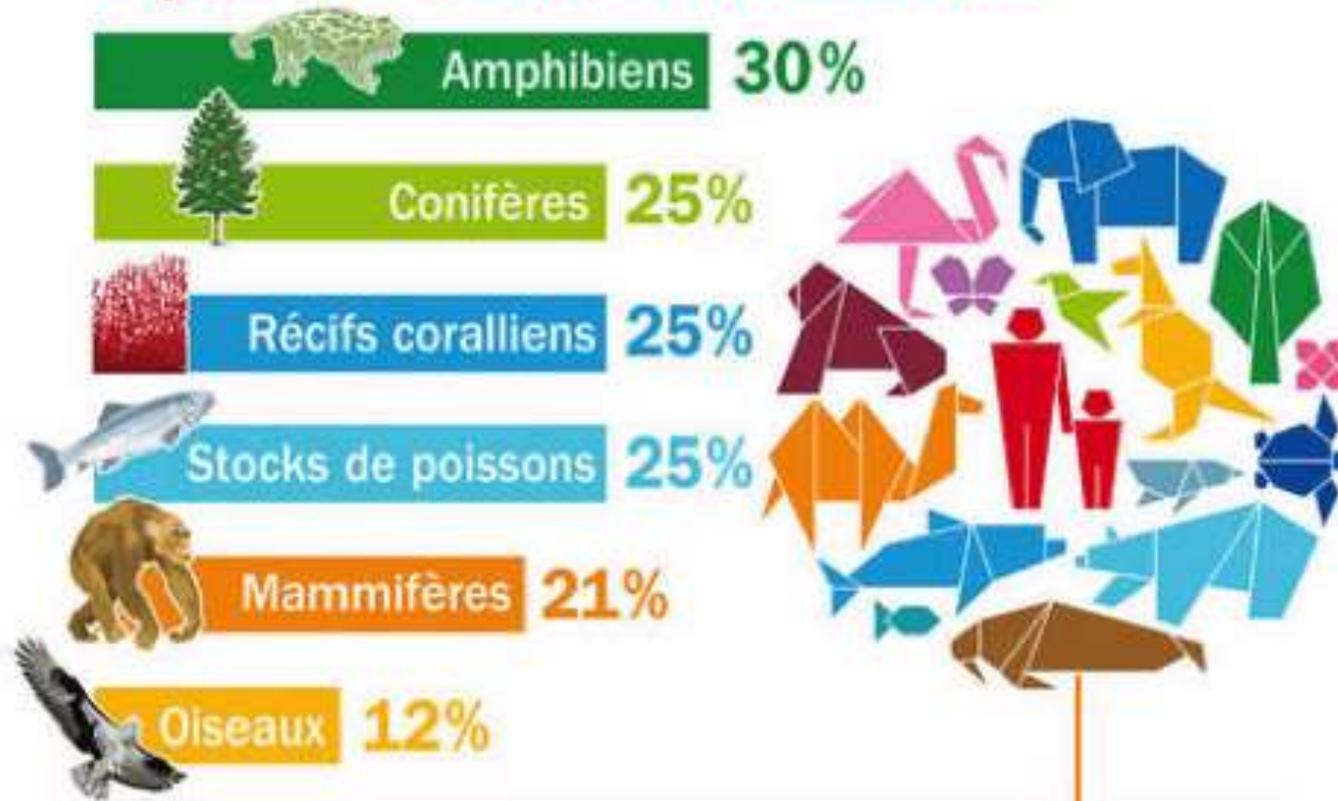
# Législation technique basée sur des données scientifiques



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

## La biodiversité mondiale en danger

### Espèces menacées d'extinction :



# La nouveauté des procès climatiques

- Les États et institutions publiques redevables envers les citoyens et les associations de leurs engagements climatiques (ex : klimaatzaak en Belgique, jugement du TPI de Bruxelles du 17 juin 2021, pendant devant la Cour d'appel de Bruxelles)
- Il en est de même pour les multinationales (Shell Oil en Hollande et la BNP en France)
- Environ 5.000 procès climatiques en cours actuellement dans le monde





Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre  
de l'environnement



### I.III. Une initiative de la Cour d'appel de Mons : la chambre spécialisée

(<https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/40309> Envir  
onmental Courts and Tribunals – 2021: A Guide for Policy  
Makers)

Modèle de la Cour : The South Wales, Australia (Judge Brian  
Preston)



# En quoi est-ce une première ?

## Constat rapide

1. Absence de cours et tribunaux spécialisés en Belgique sauf une petite avancée récente : l'article 58bis, 1<sup>o</sup> du Code judiciaire ;
2. Rapport des Nations-Unies (UNEP) « Greening justice » (+ référence photo du rapport) qui détaille les cours et tribunaux spécialisés dans le monde ;
3. Au pénal :
  - Nombreux dossiers classés sans suite ;
  - Mauvaise collaboration entre l'administration et le parquet (Décret du 31 janvier 2019) ;
  - Sanctions trop peu élevées ;
  - Ineffectivité de la loi ;
  - Remise en état trop rarement ordonnée et appliquée.
4. Au civil :
  - Beaucoup de dossiers ont un aspect environnemental (vente, troubles du voisinage,...) et devraient être traités devant la chambre spécialisée.



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

## En quoi est-ce une première ?

- **La chambre de la Cour d'appel de Mons siège à la fois au civil et au pénal**
- Un exemple : dossier 20<sup>e</sup> avant 2018 - Plaine de Boneffe (éolienne), Natagora RW Ville de Tournai comme en référé



## La vie du palais

### La nouvelle chambre de droit de l'environnement de la cour d'appel de Mons.

Le ressort de Mons est une terre d'utopie et, déjà par le passé, la plus petite des cours d'appel du Royaume s'est illustrée par des projets novateurs, notamment avec la création d'une chambre de médiation et de conciliation en droit économique.

D'aucuns l'oublent parfois, mais au cœur de la révolution industrielle, au XIX<sup>e</sup> siècle, le Hainaut figurait parmi les régions les plus prospères du monde. Développement des infrastructures ferroviaires, routières ou portuaires, important déploiement d'usines métallurgiques et sidérurgiques, d'entreprises de construction mécanique, de sociétés actives dans la chimie, de faïenceries, sans oublier les industries liées aux matières premières, telles le charbon, la pierre et le grès. De

splendeurs, et aussi quelques stigmates.

Dès lors, ce n'est sans doute pas un hasard si, au cœur de ce territoire, la question de la reconversion et de la transition se soit posée avec acuité. Et qu'avec elle, la problématique du droit de l'environnement, les questions de gestion des déchets, de pollution des sols, les problèmes d'urbanisme, les défis du développement urbain, aient suscité très tôt l'intérêt des praticiens.

Ils ont eu l'heur de croiser aussi une magistrate particulièrement attentive. En 2008 déjà, la présidente de chambre à la cour d'appel de Mons, Françoise Thonet, nourrissait le rêve d'une juridiction spécialisée et de la création d'un *pool* de l'environnement<sup>1</sup>. Partant du constat que le droit de l'environnement charrie des questions complexes, nationales et transnationales, défendues par

# La chambre de l'environnement - Cour d'appel de Mons - Inaugurée le 29 mars 2022

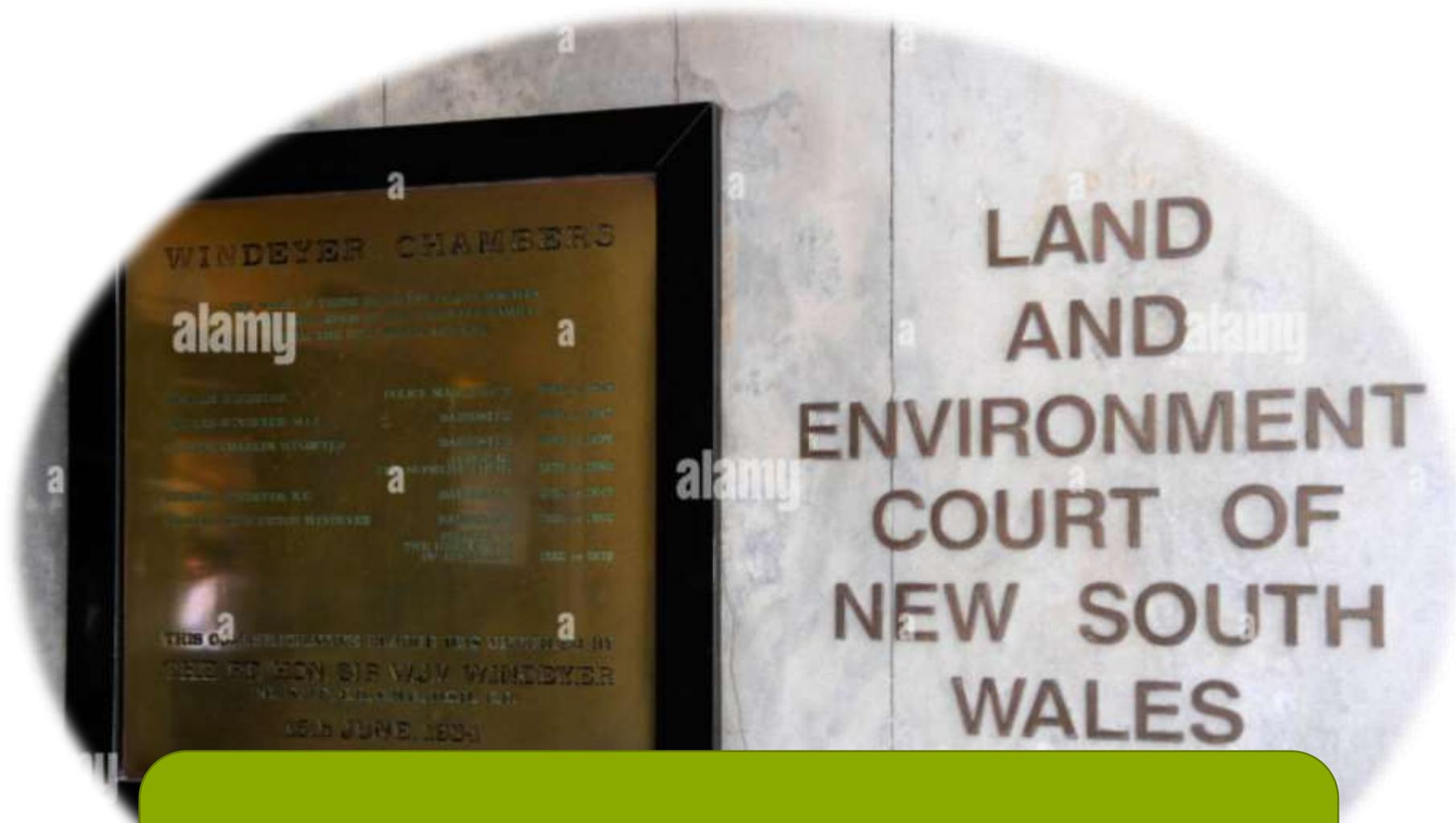


Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement





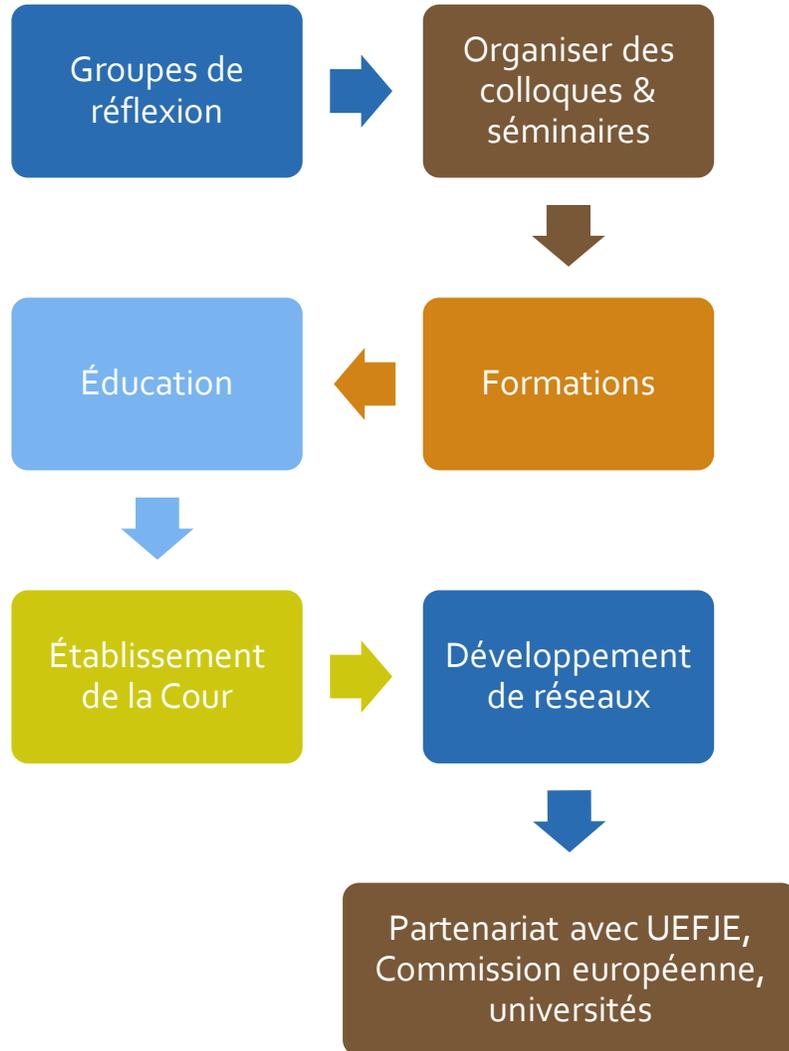
Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement



Le modèle recommandé



# Comment faciliter ? Créer un écosystème favorable



## Notre modèle de Cour spécialisée

Élaborer un écosystème

# Quel est l'intérêt dans la lutte contre les atteintes à la biodiversité ?



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

- Effets positifs :
  - Meilleur traitement des dossiers
  - Vue d'ensemble
  - Jurisprudence
  - Encouragement de toute la chaîne
  - Effet pédagogique sur les contrevenants ;
- Lutte contre les atteintes à la biodiversité :
  - Meilleure connaissance de la problématique (grille d'évaluation Bioval) ;
- Une meilleure justice environnementale ;
- Rôle du PRE :
  - Propose un projet de Loi (27/09/2023 et 17/10/2023) ;
  - Projet pédagogique (Worskshops)



# Quel est l'intérêt dans la lutte contre les atteintes à la biodiversité ? Un processus inachevé



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

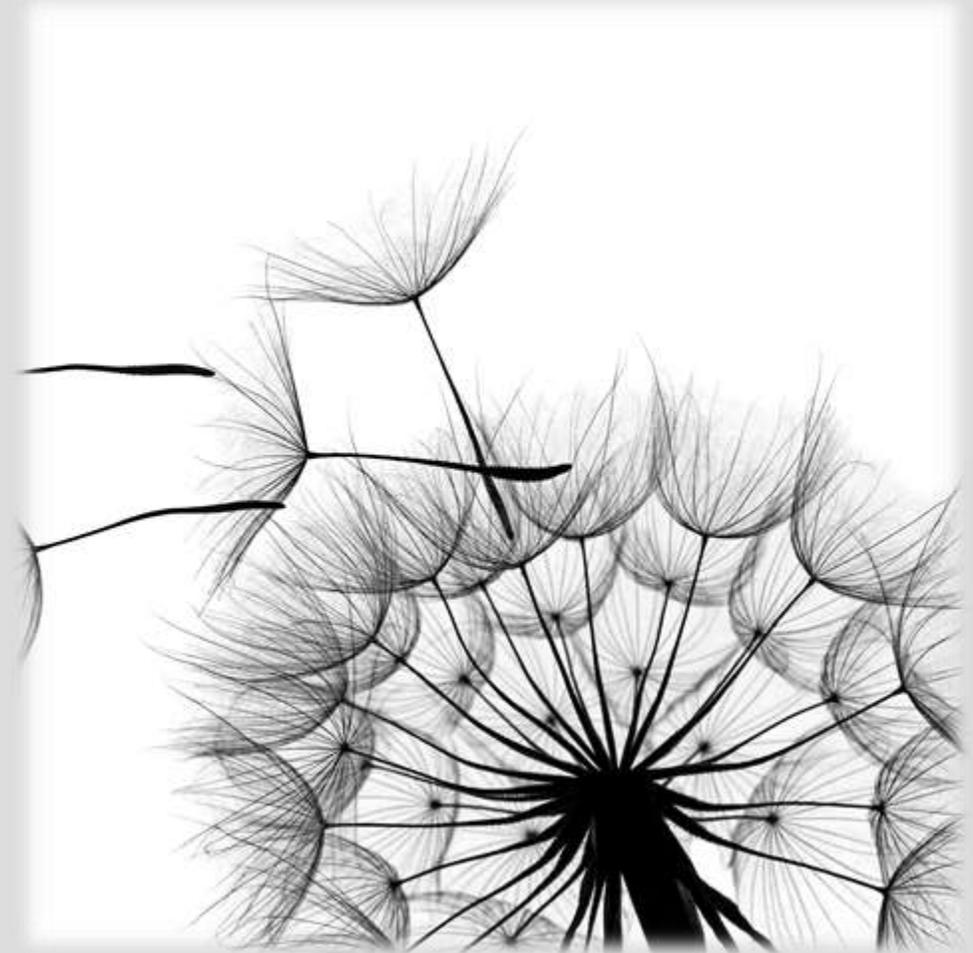
1. Pas assez de poursuites
2. Limite de la juridiction : le juge reste dépendant des parties au civil (procès tenderie)
3. Problème des expertises
  1. Difficile de trouver des experts assez qualifiés
  2. Coût et durée des expertises
4. Manque de durabilité de la chambre instaurée par une décision présidentielle



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

# Pourquoi une loi ?

- ✓ Pour consolider la chambre
- ✓ Pour créer une juridiction spécialisée
- ✓ Pour éviter la dispersion et l'anarchie
- ✓ Pour créer un réseau territorial compétent de cours spécialisées
- ✓ Pour étendre la juridiction de ces cours





Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

# Pourquoi une loi ?

## La vision :

- ✓ Une chambre comportant des juges techniques (comme les chambres du tribunal de l'entreprise)
- ✓ Elargir la compétence à la matière des recours administratifs en termes de permis et d'autorisations notamment





# Conclusion

- Le juge ou la Cour spécialisée est un acteur indispensable et incontournable ;
- Il faut une réelle volonté politique et un engagement du public ;
- Il faut permettre au juge, au ministère public, et aux avocats de se former ;
- En matière d'atteinte à la biodiversité, la juridiction spécialisée et les législations en cours (préjudice écologique, écocide, etc) devraient permettre de mieux cerner la problématique et de mieux réparer le dommage tout en ayant un effet pédagogique sur le public.



# Merci beaucoup pour votre attention



Cour d'appel de Mons –  
Belgique – Chambre de  
l'environnement

